Quatre grandes zones économiques pour un continent
OCÉAN ATLANTIQUE
MER MÉDITERRANÉE
MAROC
ALGÉRIE
TUNISIE
LIBYE
ÉGYPTE
MAURITANIE
MALI
NIGER
TCHAD
SOUDAN
ÉRYTHRÉE
DJIBOUTI
CAP-VERT
GAMBIE
SÉNÉGAL
GUINÉE
BURKINA FASO
GUINÉE-BISSAU
SIERRA LEONE
CÔTE D'IVOIRE
GHANA
BÉNIN
NIGERIA
CAMEROUN
RÉP. CENTRAFRICAINE
SOUDAN DU SUD
ÉTHIOPIE
SOMALIE
LIBERIA
TOGO
GABON
CONGO BRAZZA
OUGANDA
KENYA
GUINÉE-ÉQUATORIALE
SAO-TOME ET-PRINCIPE
RÉP. DÉM. DU CONGO
RWANDA
BURUNDI
TANZANIE
SEYCHELLES
COMORES
MALAWI
ANGOLA
ZAMBIE
ZIMBABWE
MOZAMBIQUE
MADAGASCAR
MAURICE
NAMIBIE
BOTSWANA
SWAZILAND
AFRIQUE DU SUD
LESOTHO
OCÉAN INDIEN
UMA
Union du Maghreb arabe
CEDEAO
Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CEMAC
Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale
SADC
Southern Africa Development Community

Chantrieux

Les résultats 2014
de l'enquête CIAN

Témoignage unique des opérateurs de terrain sur la marche de leurs affaires en Afrique, le Baromètre CIAN est un indice de référence pour les investisseurs. Cette 26e édition couvre 36 pays africains et analyse, sur la période 2013-2015, les performances des entreprises qui y sont implantées ainsi que leur appréciation du climat des affaires.

Tous les ans, les chefs d'entreprise en poste en Afrique sont invités à participer à un sondage composé de deux parties :
1. une partie conjoncturelle sur les performances et perspectives d'activités de l'entreprise : chiffre d'affaires, investissements, rentabilité, créances sur l'Etat et créances sur le secteur privé local ;
2. une partie structurelle d'appréciation de l'environnement des affaires dans le pays d'implantation : 39 critères répartis en sept grands postes – infrastructures, administration, économie et finance, social, socio-culturel, coûts des facteurs et développement durable.

Sur l'ensemble du continent, l'enquête 2014 a recueilli quelque 597 témoignages de chefs d'entreprises (74 sur l'Afrique du Nord, 237 sur l'Afrique de l'Ouest, 94 sur l'Afrique centrale et 192 sur l'Afrique Australe, Orientale et océan Indien).

La tendance générale du Baromètre CIAN 2014 est sensiblement identique à l'édition précédente. Les performances des entreprises sont bonnes, bien que moins élevées, et l'environnement des affaires demeure difficile mais relativement stable. L'analyse par région et pays permet tout de même de dégager quelques évolutions.

I/ Bilan de l'activité des entreprises sur 2013-2015

En 2014, l'Afrique confirme sa résilience à la crise financière qui a ébranlé le reste du monde. Bien que touché par la baisse de l'activité mondiale, le continent afficherait un taux de croissance de l'ordre de 4,8 % en 2014. Ce dynamisme se traduit dans les performances des entreprises qui atteignent, en Afrique, des niveaux inégalés ailleurs. Deux régions se distinguent par les très bonnes performances des entreprises qui y sont établies, l'Afrique Australe, Orientale et océan Indien (AOOI) et l'Afrique du Nord. Viennent ensuite l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest qui, malgré des tendances un peu plus basses, affichent des résultats positifs.
Les entreprises sondées annoncent, pour la majorité d'entre elles, des chiffres d'affaires (CA) en croissance. Sur l'ensemble du continent, elles sont 59 % à prévoir une augmentation de leur CA pour 2015. Les perspectives sont particulièrement bonnes sur l'Afrique AOOI où 69 % des répondants prévoient un CA en croissance, suivie de près par l'Afrique du Nord avec 62 % en 2015. L'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest sont un peu moins dynamiques, les entreprises envisagent respectivement à 52 % et 51 % une croissance de leur CA. Quelques pays se distinguent au sein des différentes régions. En Afrique du Sud, à Maurice, au Mozambique, en Ouganda et au Tchad, plus de 80 % des entreprises prévoient une augmentation de leur CA pour 2015. La tendance s'inverse au Burundi, à Djibouti, au Gabon, en Guinée, en Guinée Équatoriale, au Ghana et en Libye où plus de 60 % attendent une stagnation ou une baisse de leur CA en 2015.

Concernant l'évolution des investissements, l'Afrique AOOI et l'Afrique du Nord restent en tête avec une progression remarquable pour cette dernière : en 2013, 24 % des entreprises y ont augmenté leurs investissements, 38 % en 2014 et 56 % en 2015. En Afrique de l'Ouest, les investissements ont marqué le pas cette année avec seulement 35 % d'entreprises les augmentant et en Afrique centrale, ils sont en baisse. Alors que 54 % des entreprises y affichaient une hausse de leurs investissements en 2013, elles ne sont plus que 49 % à la prévoir pour 2015. Le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, les Comores, la Guinée, la Guinée Équatoriale et la RDC sont les pays les plus touchés par des baisses d'investissements avec plus de 30 % des entreprises sondées prévoyant une diminution en 2015. À l'inverse, les perspectives sont très encourageantes pour le Congo, Djibouti, le Mozambique, l'Ouganda, le Tchad ou le Togo où plus de 80 % des répondants envisagent d'augmenter leurs investissements.

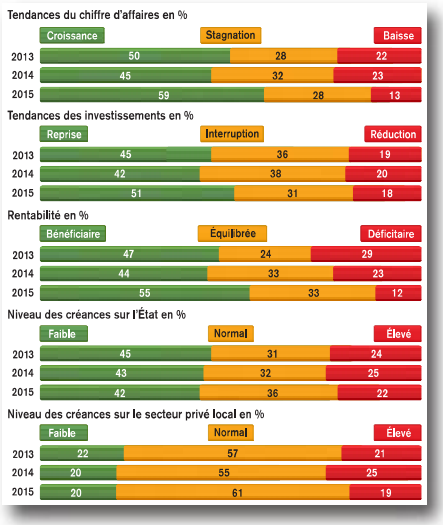
Activité des entreprises 2013-2015

L'enquête porte sur la tendance de cinq indicateurs sur les exercices 2013, 2014 et 2015 :

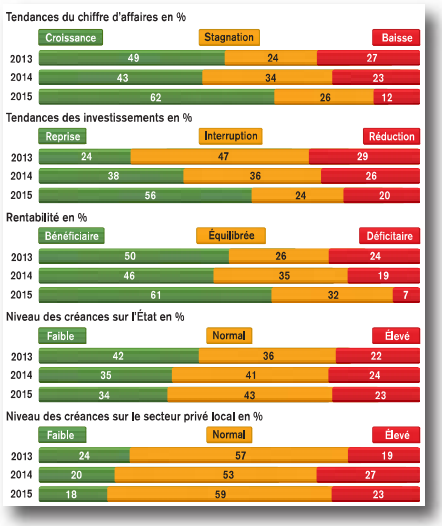
- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
- investissements : hausse, interruption, baisse ;
- rentabilité : bénéficiaire, équilibrée, déficitaire ;
- niveau des créances sur l'État : élevé, normal, faible ;
- niveau des créances sur le secteur privé local : élevé, normal, faible.

Les graphiques présentent, par grandes zones géographiques, les tendances générales, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 36 pays évalués cette année.

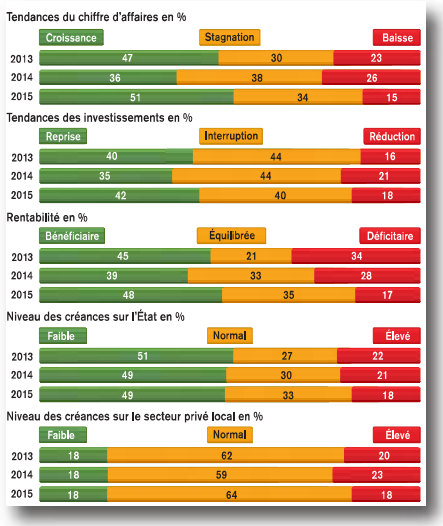
Afrique (Continent)



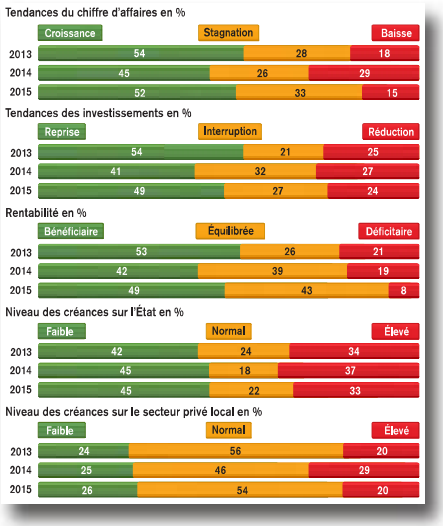
Afrique du Nord



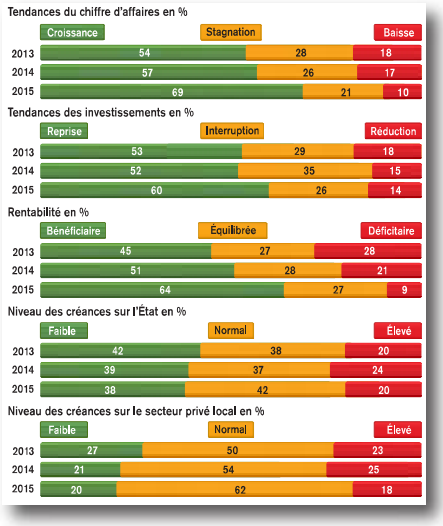
Afrique de l'ouest



Afrique Centrale



Afrique Australe, Orientale et Océan Indien



Le risque africain se prouve être un bon risque et les entreprises y investissant affichent des taux de rentabilité parmi les plus hauts au monde. En effet, bien que le niveau soit un peu moins élevé que l'année précédente, 44 % des entreprises ont des résultats bénéficiaires en 2014 et elles devraient être 55 % en 2015. Le Congo arrive à nouveau en tête avec 87 % des entreprises prévoyant des bénéfices en 2015 (contre 73 % en 2014), ex-aequo avec Maurice (contre 78 % en 2014). Ils sont suivis de près par le Maroc avec 85 % en 2015 (contre 62 % en 2014) et l'Angola avec 81 % (contre 71 % en 2014). En revanche, les entreprises sont plus en difficultés en Côte d'Ivoire avec 38 % qui y prévoient un résultat déficitaire en 2015 (contre 53 % en 2014), en Éthiopie avec 36 % (contre 55 % en 2014), en RCA et en Libye avec 33 % (contre respectivement 83 % et 50 % en 2014).

Une tendance se confirme au fil des baromètres, le retard ou défaut de paiement n'est pas perçu comme une difficulté majeure en Afrique, les entreprises l'ayant intégré dans leur mode de gestion. Ainsi, elles sont à nouveau que 25 % en 2014 et 20 % en 2015 à estimer élevé le niveau des créances étatiques et privées confondues. Néanmoins, dans certains pays, ces créances sont jugées de plus en plus préoccupantes. En Afrique Centrale notamment, en 2014, 37 % des entreprises évaluent le niveau des créances de l'État comme élevé et 29 % pour celles du secteur privé.

II/ L'environnement des affaires en 2014

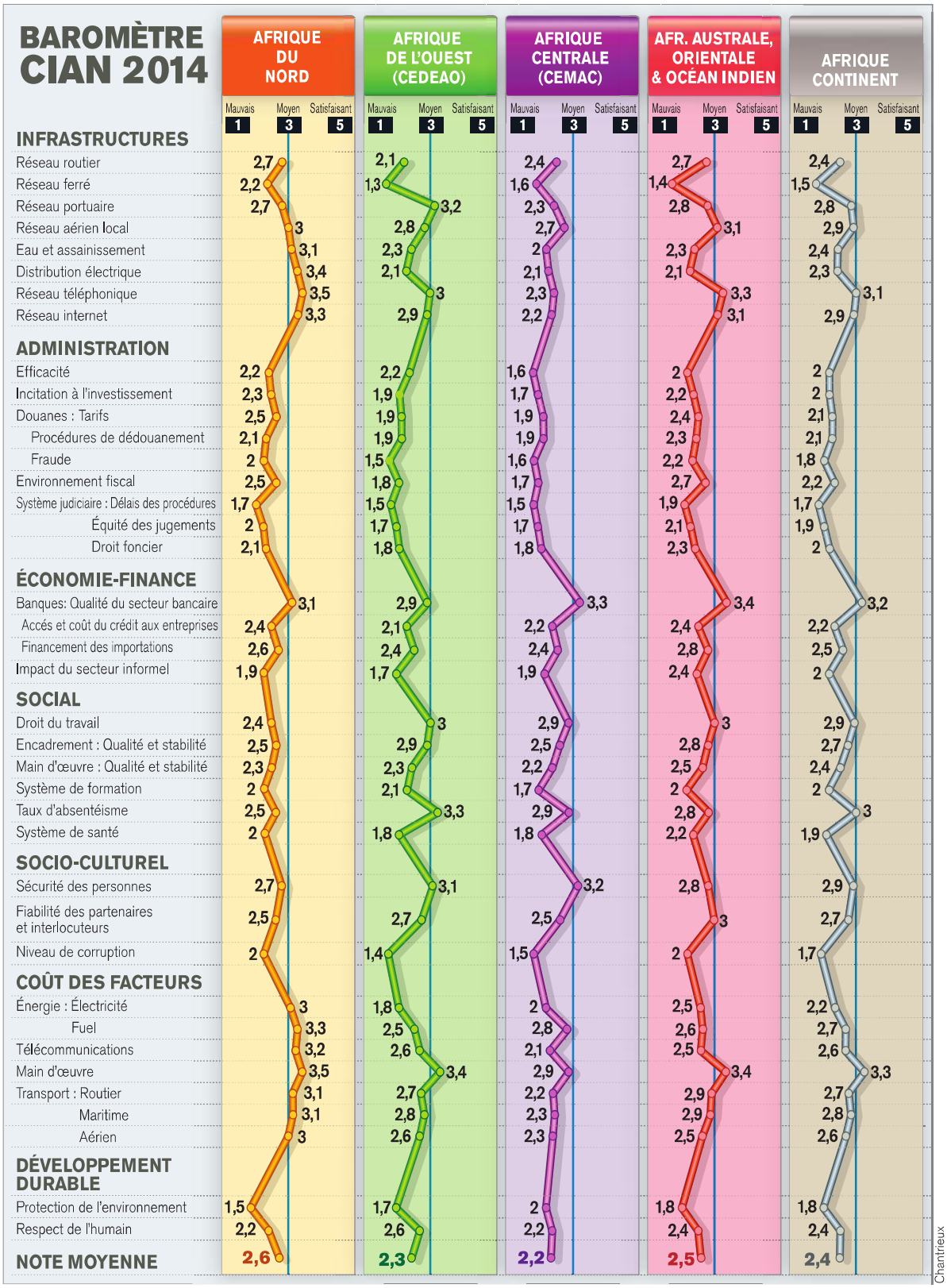
L'édition 2013 du Baromètre avait montré une dégradation notable du climat des affaires. L'appréciation continentale était passée, pour la pre-

Environnement des affaires

Note moyenne par région et par pays

	Note > 2,5/5			Note < 2,49/5	
	2014	2013		2014	2013
Maurice	3,40	3,42	Zambie	2,46	2,45
Namibie	3,30	-	Sénégal	2,45	2,34
Maroc	3,22	3,18	Tunisie	2,40	2,79
Ouganda	3,09	2,82	Afrique continentale	2,39	2,39
Kenya	3,07	2,58	Comores	2,39	-
Afrique du Sud	2,96	3,28	Djibouti	2,35	-
Togo	2,83	2,59	Côte d'Ivoire	2,34	2,42
Ghana	2,68	2,83	Cameroun	2,33	2,43
Algérie	2,67	2,80	Mozambique	2,33	-
Afrique du Nord	2,56	2,74	Afrique de l'Ouest	2,31	2,28
Burkina Faso	2,55	2,57	Ethiopie	2,31	-
Afrique Australe, Orientale et océan Indien	2,52	2,53	Gabon	2,30	2,27
			Bénin	2,26	2,08
			Angola	2,24	1,99
			Libye	2,21	2,01
			RCA	2,19	1,78
			Afrique Centrale	2,18	2,20
			Mali	2,15	2,03
			Nigeria	2,14	2,12
			Mauritanie	2,10	2,49
			Tanzanie	2,08	1,99
			Burundi	2,05	2,45
			Madagascar	2,04	2,16
			Congo	1,99	2,13
			Guinée	1,97	1,79
			Niger	1,96	1,89
			Tchad	1,91	1,97
			RDC	1,78	1,66

ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS



mière fois, en dessous de la moyenne à 2,39 sur 5 contre 2,57 en 2012. En 2014, cette tendance s'atténue et on retrouve des notes plutôt stables, sauf en Afrique du Nord dont la moyenne générale baisse sensiblement de 2,74 en 2013 à 2,56.

Ainsi, au niveau continental, aucune évolution particulière n'est à souligner et l'environnement des affaires demeure moyen avec une note identique de 2,39 sur 5. Sur les 36 pays de l'étude, 11 obtiennent une note supérieure à 2,5 sur 5, Maurice affichant l'appréciation la meilleure à 3,40. Les 25 autres ont une note en dessous de la moyenne, le Congo, le Guinée, le Tchad et la RDC étant notés moins de 2 sur 5.

Les bonnes performances évoquées précédemment doivent donc être considérées à la lumière de cet environnement des affaires, certes stabilisé cette année, mais loin d'être satisfaisant. Le niveau de rentabilité affiché par les entreprises s'explique par un niveau de risque important en raison du manque de visibilité du climat des affaires.

Ce dernier possède néanmoins des atouts et parmi les 39 critères appréciés par les opérateurs, plusieurs sont jugés satisfaisants :
• au niveau des infrastructures, le réseau portuaire, le réseau aérien et les télécommunications sont bien jugés. Notons que la distribution électrique, qui reste un vrai problème pour les entreprises,

Environnement des affaires en 2014

Dans l'enquête, l'entreprise donne sa perception sur l'environnement des affaires de son pays d'implantation, en qualifiant 7 postes, répartis en 39 critères, de mauvais (1), moyen (3) ou satisfaisant (5) :
• infrastructures : 8 critères
• administration : 9 critères
• économie et finance : 4 critères
• social : 6 critères
• socio-culturel : 3 critères
• coût des facteurs : 7 critères
• développement durable : 2 critères
Le graphique général du Baromètre CIAN donne les résultats par grandes zones géographiques. Les cartes présentent les appréciations données sur quelques critères majeurs. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 36 pays évalués cette année.

REMERCIEMENTS
Remerciements à tous les chefs d'entreprise ayant pris le temps de répondre à l'enquête CIAN ainsi qu'à toutes les entités qui en ont assuré la diffusion localement : adhérents du CIAN, conseillers du commerce extérieur, chambres françaises de commerce locales, organismes patronaux, missions économiques et ambassades de France. Sont évalués uniquement les pays pour lesquels le nombre de réponses reçues est estimé suffisant proportionnellement à la présence économique française sur place.

Afrique (Continent)
Appréciation de l'environnement des affaires : 2,39 sur 5

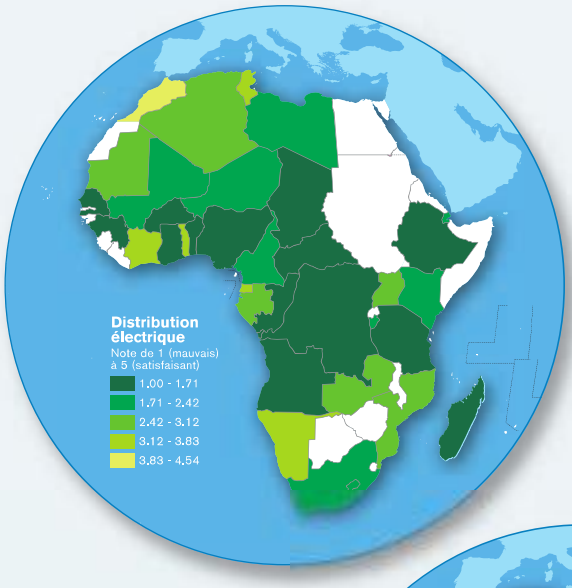
Points forts	Var/2013	Points faibles	Var/2013
Réseau portuaire	▲	Réseau ferré	▼
Réseau aérien local	▲	Fraudes douanières	▼
Réseau téléphonique	▶	Délais des procédures judiciaires	▼
Réseau internet	▶	Equités des jugements	▶
Qualité du secteur bancaire	▼	Droit foncier	▲
Droit du travail	▼	Impact du secteur informel	▲
Taux d'absentéisme	▼	Système de formation	▼
Sécurité des personnes	▲	Système de santé	▼
Coût de la main d'œuvre	▼	Niveau de corruption	▼
Coût du transport maritime	▲	Protection de l'environnement	▲

s'améliore avec une note de 2,28 sur 5, contre 1,96 en 2013.
• la qualité du secteur bancaire africain est reconnue.
• le droit du travail et le coût de la main-d'œuvre sont bien notés.
• enfin, la sécurité des personnes est jugée globalement convenable avec une note de 2,94 sur 5.
D'autres critères sont des obstacles persistants au développement du secteur privé :
• le réseau ferré africain est jugé quasi inexistant avec une note de 1,49 sur 5.
• la fraude douanière, la lenteur et le manque d'équité du système judiciaire ou encore la faiblesse du droit foncier sont mis en avant.
• l'impact du secteur informel et le niveau de corruption sont très mal appréciés.
• enfin, les opérateurs soulignent le manque de prise en compte des enjeux liés au développement durable.

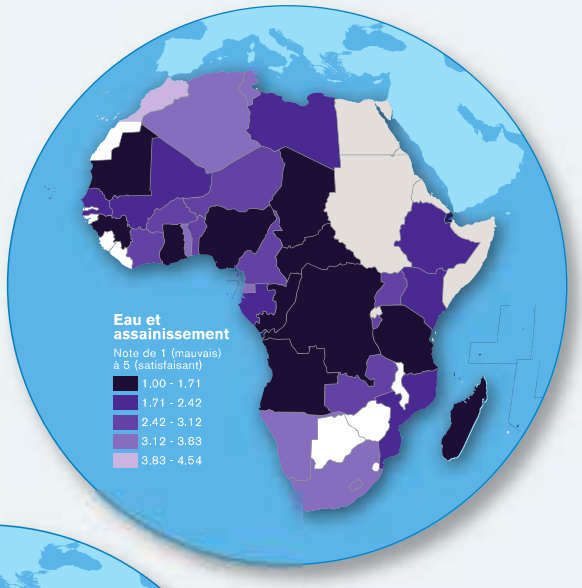
Les entreprises françaises, par leur savoir-faire et leur connaissance historique du continent, arrivent à gérer cet environnement des affaires complexe. Grâce à des modes de gestion adaptés au terrain africain, elles continuent plus que jamais à s'y développer.

Enquête et analyse réalisées par Alix Camus

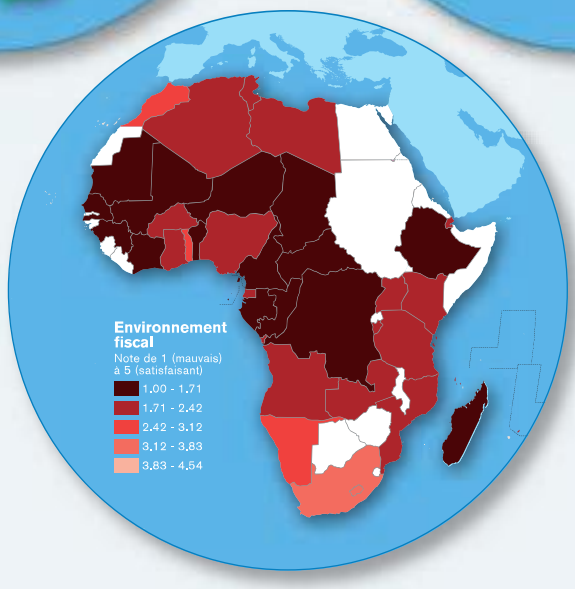
DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE



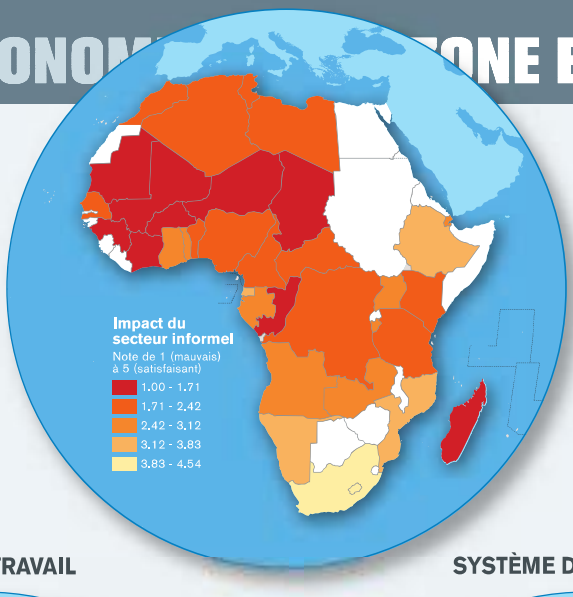
EAU ET ASSAINISSEMENT



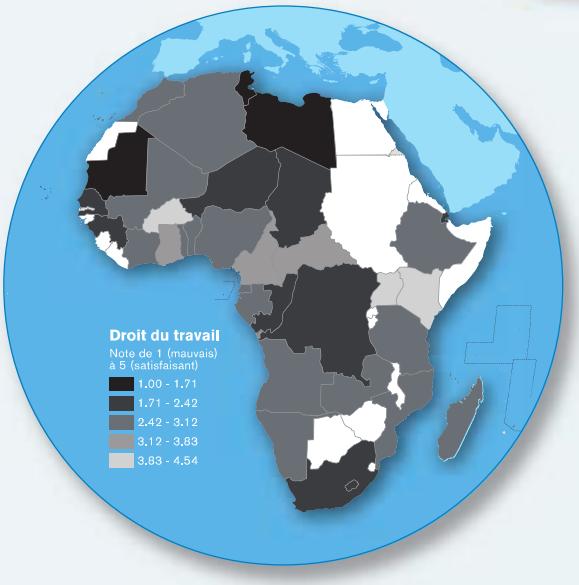
ENVIRONNEMENT FISCAL



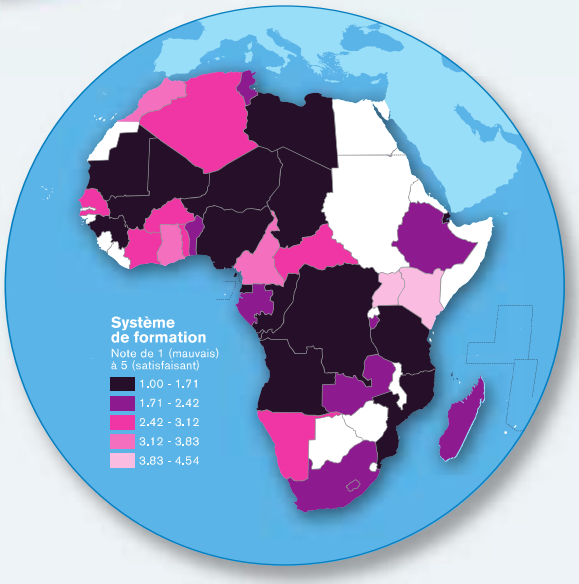
IMPACT DU SECTEUR INFORMEL



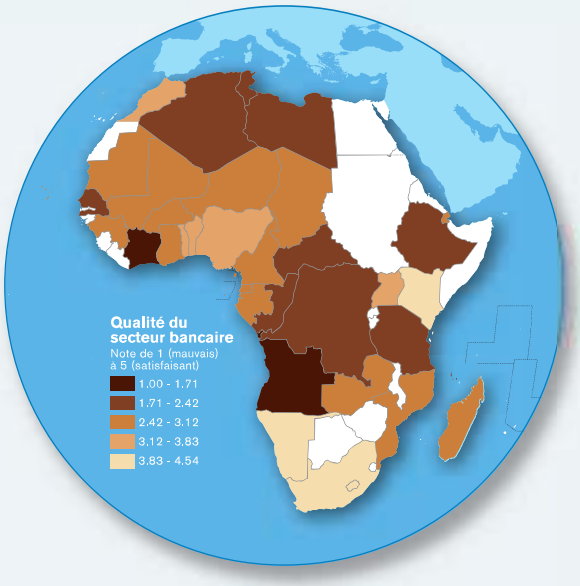
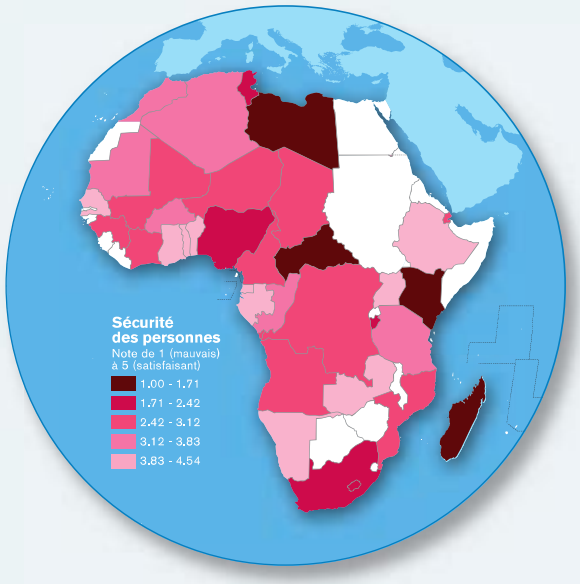
DROIT DU TRAVAIL



SYSTÈME DE FORMATION



QUALITÉ DU SECTEUR BANCAIRE



SÉCURITÉ DES PERSONNES